



ÉGYPTE De retour en Suisse après avoir été arrêté, brutalisé et menacé de mort au Caire, le journaliste de «La Liberté» Sid Ahmed Hammouche témoigne de l'horreur vécue.

«Nous avons été tabassés sept fois»



Le régime Moubarak a démontré sa volonté déterminée d'empêcher la presse de faire son travail et de chasser les témoins gênants. KEYSTONE

ARIANE GIGON, ZURICH

Il ne veut pas être photographié et attend d'être à la maison pour laisser sortir toutes les émotions et les peurs engrangées. Mais Sid Ahmed Hammouche, journaliste de «La Liberté» et envoyé spécial au Caire depuis le week-end dernier, ne peut cacher complètement les chocs vécus. Avec Patrick Vallélian, journaliste de «L'Hebdo», il se livre dès sa sortie de l'aéroport de Zurich, à 17 h 45. «Nous commençons seulement à souffler et sommes heureux d'être en vie. C'est grâce au fait que Sid parle arabe», dit le confrère de «L'Hebdo.» Récit sous forme de débriefing, où la parole coule à flots pour évacuer le trop-plein des derniers jours – sans pouvoir dire le pire...

Vous étiez au Caire depuis le week-end dernier. Comment avez-vous vu la situation dégénérer?
Sid Ahmed Hammouche et Patrick Vallélian: Les journées de lundi et de mardi étaient très spéciales, car la foule y croyait. Ces jeunes gens, formés, diplômés, entourant des femmes de tous âges, voilées et non voilées, et même des enfants durant la journée, sont animés du seul idéal de pouvoir bâtir l'Egypte démocratique de demain, une Egypte où leur voix comptera. On trouve toutes les sensibilités sur la place, de gauche, mais aussi de droite, des gens de la bonne société aussi qui, normalement, restent dans leur maison. Les manifestants sont absolument pacifiques. Nous, nous ne voulions pas rester seulement sur la place Al-Tahrir, cette parenthèse de liberté, mais aussi en sortir et y revenir, et sécuriser notre chemin, ce que nous avons réussi à faire.

Tout a basculé après le discours du président Moubarak mardi soir. Il a

fermé la place – et la ville, comme nous nous en sommes aperçus hier en allant à l'aéroport. Le régime a trouvé des boucs émissaires, les étrangers, et surtout les journalistes étrangers.



«A un barrage, j'ai senti une lame posée sur mes côtes»

SID AHMED HAMMOUCHE

Comment cela s'est-il manifesté?

Nous avons vu, dès le mercredi, les policiers amener des truands, nous les avons vus payer des gens qu'ils étaient allés chercher dans les villages pour tabasser et effrayer les jeunes sur la place Al-Tahrir. Les attaques gratuites ont commencé. Dans la presse du mardi déjà, la presse gouvernementale, on avait pu lire que les journalistes étrangers étaient des espions et qu'ils incitaient les manifestants à détruire l'Egypte. Ce que ces médias font, c'est exactement la même chose que les radios lors du génocide rwandais. Ils attisent la haine. C'est comme si l'Etat disait: «Si vous vous en prenez aux journalistes étrangers, vous ne serez pas punis.»

La violence contre nous est allée crescendo. Le mercredi soir, j'ai vu les choses les plus horribles. Les brigands payés par le régime avaient pour mission de faire peur à ces jeunes pour qu'ils rentrent.

Le jeudi, les parents de ces jeunes, qui ne pouvaient pas atteindre leurs enfants par téléphone, les ont rejoints et ont décidé de rester avec eux. Les jeunes défendent la place de manière héroïque, ils se battent tels des lions. Le peuple montre qu'il est mature pour la liberté. En restant,

on les protégeait. On aurait voulu rester...

Comment avez-vous été arrêtés?

Nous avons été stoppés à un barrage, dans une rue, par les services de renseignements qui nous ont livrés à l'armée. Ils nous menaçaient avec des barres de fer et avaient aussi des fusils SIG, des fusils suisses! Nous avons juste eu le temps d'effacer toutes nos photos pour protéger nos sources. Pendant quatre heures, nous étions sur un trottoir. Ils nous disaient: «Si tu bouges, si tu essayes de partir, je te tire dessus.» Notre groupe comptait une trentaine de personnes, étrangères. Il y avait des Polonais, des Américains, un autre Suisse, entre autres. Pour aller aux toilettes, les soldats nous suivaient avec la baïonnette. Les femmes ont dû se soulager devant tout le monde. Après quatre heures, ils nous ont lâchés, à la tombée de la nuit. Ce qui n'était pas un hasard.

Et c'est ensuite que vous êtes tombés d'embuscade en embuscade?

Nous nous sommes fait agresser à chaque barrage, sept fois en 20 heures. Cela tirait dans tous les coins. Les gens essayaient de prendre notre matériel, et il y avait toujours des barres en fer. A un barrage, j'ai senti une lame posée sur mes côtes. L'homme voulait que je lui donne mon appareil photo. Je lui ai demandé pourquoi il faisait ça, en arabe. J'ai alors vu deux personnes que je connaissais des jours précédents et les ai interpellées, pour qu'elles disent qu'elles me connaissaient. Elles l'ont fait, pas tout de suite, mais elles l'ont fait. Après avoir trouvé un endroit sûr pour passer quelques

heures, nous nous sommes mis en route, en taxi, pour l'aéroport.

Il y a 5 ou 6 barrages sur une trentaine de kilomètres. Les soldats nous sortaient de la voiture et nous menaçaient avec des lames, des coups de bâton. Finalement, j'ai pu dire à un général que l'ambassade suisse était au courant. Nous avons appelé l'ambassadeur devant ce militaire. Je lui ai dit: «Vous avez gagné, nous quittons le pays.» Et il nous a donné une protection pour les deux barrages suivants. Je pense qu'on a sauvé notre peau à ce moment-là.

Pensez-vous avoir pris trop de risques?

(Les deux journalistes se complètent): Nous prenons des risques, oui, mais des risques calculés, pour exercer notre métier, pour témoigner. Nous sommes des professionnels et, à chaque nouvelle situation, nous avons évalué les risques et décidé de continuer ou pas. Nous estimons aussi que l'Etat suisse devrait protéger non seulement ses citoyens, mais aussi ses journalistes. Nous pensions que notre carte de presse nous permettrait de travailler et nous protégerait, mais en fait nous étions davantage en danger. Le Gouvernement suisse doit réagir et éviter d'utiliser les formules alambiquées d'usage lorsque le prochain dignitaire égyptien rendra visite à la Suisse.

Vous repartirez?

J'ai fait tout mon possible pour rester... Oui, je repartirai. Si on commence à mettre des croix sur des destinations, c'est la mort du journalisme. J'excuse les malfrats et autres personnes manipulées et qui nous ont tabassés, mais pas le régime et sa propagande haineuse. Il faut continuer à témoigner.» I

COMMENTAIRE

Des cibles idéales

PASCAL BAERISWYL

Tous les rapports internationaux le disent, chaque année: le degré de démocratie – ou plus souvent de tyrannie – d'un régime se vérifie au sort qu'il réserve aux journalistes. Autant dire qu'en quelques jours, l'Egypte vient de plonger dans les abysses des pires traitements réservés aux journalistes étrangers. De ce point de vue, le récit édifiant de l'envoyé spécial de «La Liberté» et de son collègue de «L'Hebdo» au Caire se passe de commentaire...

Si besoin était, cela démontre qu'en pareille situation les journalistes étrangers deviennent presque fatalement des boucs émissaires. D'une part, pour les services de sécurité et autres affidés du pouvoir, dont le ressentiment envers la «trahison» des Occidentaux trouve dans les affres infligées aux journalistes une sorte d'exutoire vengeur. D'autre part, dans un climat de confusion et d'insécurité totale, le «regard de l'étranger» devient un enjeu stratégique sur lequel on tente d'exercer le «droit à l'arbitraire» le plus total.

Cela d'autant plus que l'impatience des uns et des autres a augmenté avec les scènes de guérilla urbaine de ces derniers jours. Et en dépit du grand rassemblement d'hier, la «résistance» de Moubarak à tous les appels ne cesse de faire monter les enchères. Ce faisant, le prix de la vie humaine diminue – que l'on soit manifestant ou journaliste.

Reste que comparer les violences anti-médias étrangers en Egypte avec celles pratiquées en Chine ou en Iran, n'a guère de sens. Et cela pour la simple raison qu'en Egypte, au contraire d'autres régimes plus oppressifs encore, cette fuite en avant est bien le signal d'une fin de règne précipitée.

Pluie de protestations

Le rédacteur en chef de «La Liberté», Louis Ruffieux, dénonce «les mesures d'intimidation des autorités égyptiennes contre des journalistes. Sid Ahmed Hammouche a été brutalisé et menacé de mort lors d'un interrogatoire où on voulait le faire passer pour un espion», a expliqué hier Louis Ruffieux.

«L'Hebdo» dénonce aussi «une entrave à la liberté de la presse» et a décidé de «protester officiellement auprès de l'ambassade d'Egypte à Berne».

Impressum, la plus importante association de journalistes en Suisse, est en contact avec des correspondants au Caire et coordonne depuis hier ses efforts avec le Département fédéral des affaires étrangères. «Il est important que les journalistes trouvent refuge dans l'ambassade suisse et qu'ils puissent rester en contact permanent avec l'ambassade», a indiqué Impressum dans un communiqué. L'association demande à la Confédération d'utiliser tous les moyens pour assurer la sécurité des reporters suisses encore sur place.

«On n'a jamais vu ça. Aucune rédaction présente aujourd'hui en Egypte n'a échappé aux violences. On a l'impression que M. Moubarak a décidé par tous les moyens de faire taire les journalistes», a affirmé Jean-François Juillard, secrétaire général de Reporters sans frontières (RSF). ATS/AFP